

INDISCIPLINES

Un demi-siècle d'environnement entre science, politique et prospective

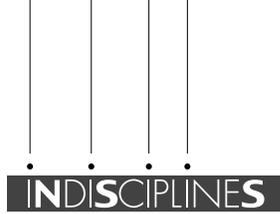
En l'honneur de Jacques Theys

Rémi Barré, Thierry Lavoux, Vincent Piveteau
Éditeurs scientifiques

éditions
Quæ

**Un demi-siècle
d'environnement entre science,
politique et prospective**

En l'honneur de Jacques Theys



INDISCIPLINES

Un demi-siècle d'environnement entre science, politique et prospective

En l'honneur de Jacques Theys

Rémi Barré, Thierry Lavoux, Vincent Piveteau
Éditeurs scientifiques

éditions
Quæ

La collection « Indisciplines » fondée par Jean-Marie Legay dans le cadre de l'association « Natures Sciences Sociétés-Dialogues » est aujourd'hui dirigée par Marie Roué. Dans la même orientation interdisciplinaire que la revue *NSS*, cette collection entend traiter des rapports que, consciemment ou non, les sociétés entretiennent avec leur environnement naturel et transformé à travers des relations directes, des représentations ou des usages. Elle mobilise les sciences de la terre, de la vie, de la société, des ingénieurs et toutes les démarches de recherche, éthique comprise. Elle s'intéresse tout particulièrement aux questions environnementales qui interpellent nos sociétés aujourd'hui, qu'elles soient abordées dans leur globalité ou analysées dans leurs dimensions les plus locales.

Le comité éditorial examinera avec attention toutes les propositions d'auteurs ou de collectifs qui ont adopté une démarche interdisciplinaire pour traiter de la complexité.

Cet ouvrage n'aurait pu être publié sans les soutiens du Comité d'histoire conjoint au ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et à celui du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité, ainsi que de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'homme. Qu'ils en soient remerciés.

Sommaire

Trop tôt, trop tard ?	8
<i>Rémi Barré, Thierry Lavoux, Vincent Piveteau</i>	
Partie 1. D'un demi-siècle d'environnement à l'autre :	
50 questions à Jacques Theys	15
Chapitre 1. Parcours croisés	17
Chapitre 2. Entre science, politique et société : le passeur	37
Chapitre 3. Une prospective à l'épreuve du réel	47
Chapitre 4. 40 ans au service des politiques de l'environnement	63
Chapitre 5. Le développement durable : une parenthèse ?	79
Références bibliographiques	101
Partie 2. Des politiques de l'environnement au développement durable :	
regards et perspectives	107
Chapitre 6. Le Grenelle Environnement entre fiction politique et fiction écologique ? ..	109
<i>Pierre Lascoumes</i>	
Un processus ambivalent	110
Une concertation très institutionnelle	111
Une fiction politique ?	112
Une fiction écologique ?	115
Chapitre 7. Le développement durable malmené	119
<i>Edwin Zaccai</i>	
Concept <i>versus</i> programme	120
Des principes aux réalisations	122
Une faible contribution du développement durable comme programme	123
Le développement durable en 3D	124
Le développement durable dans la crise de 2008 et ses suites	124
Quels objectifs pour des sociétés en décroissance économique ?	126
Décroissance, transition et économie verte	127
Le développement durable malmené, mais irremplaçable	129
Chapitre 8. L'adieu au développement durable ?	131
<i>Olivier Godard</i>	

Chapitre 9. La ville durable, une notion fossile ?	137
<i>Cyria Emelianoff</i>	
Sur des fronts pionniers	137
De la ville durable à la ville post-carbone : une terrestrialisation en jeu	139
L'irruption des villes dans une gouvernance environnementale globale	141
Quelle fenêtre d'action politique ?	143
Chapitre 10. Quelles forêts avec 6 °C de plus ?	145
<i>Jean de Montgolfier</i>	
La forêt et ses visages : une notion moins claire qu'il ne paraît	145
Une forêt à 6 °C de plus : quels enjeux ?	148
Références bibliographiques	155
6	
Partie 3. Connaître, informer, évaluer l'environnement et les risques : un combat démocratique	159
Chapitre 11. L'environnement : un regard plus mesuré sur la nature et la société	161
<i>Bernard Barraqué</i>	
Introduction	161
Premier état de la pollution en France	161
L'environnement dans les villes	163
Critique sociologique des normes	164
Le bruit des avions : un blocage technique et politique	166
Le paradoxe du compteur d'eau	169
Articuler connaissance et confiance, communauté et société	170
Chapitre 12. Développement durable et système français de recherche : vraies difficultés ou faux-semblants ?	175
<i>Rémi Barré</i>	
Introduction	175
Le SFRI de 1960 à aujourd'hui	176
L'examen du SFRI actuel à l'aune des exigences du DD : les potentiels	180
Une réalité inquiétante : heurs et malheurs du nouveau management public à la française	185
Faux-semblants ou vraies difficultés ?	187
Chapitre 13. Évaluer pour décider : la difficile émergence de l'information dans la politique française de l'environnement	189
<i>Thierry Lavoux</i>	
Introduction	189
Quelques éléments de contexte	190
1970-1980 : l'information, élément fondateur de la politique de l'environnement ...	191
1980-2000 : de l'essoufflement à la relance de l'information environnementale	196
2000-2010 : normalisation et éloignement du modèle européen	202
Des améliorations qui n'ont toujours pas permis de combler de nombreuses lacunes	204
Chapitre 14. L'écologie en germe(s)	207
<i>Jean-Claude Lefeuvre</i>	
Crises économique et de l'environnement, oubli de la multidisciplinarité : des enjeux liés	208

Une marginalisation de l'écologie comme discipline ? Le paradoxe de politiques écologiques « sans » écologues	209
Quel environnement au XXI ^e siècle ?	212
Entre science et démocratie : quelle gouvernance de l'environnement ?	214
Vingt ans après Fontevraud : un message non entendu	216
Chapitre 15. La Société vulnérable, un ouvrage précurseur, entre politique des risques et résilience	221
<i>Florence Rudolf, Maryline Di Nardo</i>	
Introduction	221
L'architecture conceptuelle de la « société vulnérable » : entre sciences de l'ingénieur et sciences humaines	222
Décentrement hexagonal et recentrement disciplinaire : la sociologie mobilisée	224
Vingt après : les géographes en première ligne	227
Boucler la boucle du tryptique risques-vulnérabilités-résilience	229
Conclusion	231
Chapitre 16. Une gestion démocratique des déchets nucléaires est-elle possible ?	233
<i>Sylvie Faucheux et Martin O'Connor</i>	
Introduction	233
Climat d'incertitudes et « démocratie cognitive »	235
Quelle « bonne gouvernance » des déchets ultimes ?	238
Délibération autour des problèmes de choix social	241
« Entre innovation et impuissance »	245
Références bibliographiques	247
Partie 4. La prospective de l'environnement, entre temps de la nature et temps de la société	253
Chapitre 17. Entre science et art pratique, nature et démocratie : la prospective de l'environnement écartelée	255
<i>Jacques Theys</i>	
Premier tournant : l'implication des scientifiques	257
Second tournant : redonner à la prospective sa crédibilité	259
Une fonction majeure, mal assurée, de médiation entre temps de la nature et de la démocratie	262
Références bibliographiques	270
Liste des auteurs	271

Trop tôt, trop tard ?

Rémi Barré, Thierry Lavoux, Vincent Piveteau

8

Pour tous ceux qui s'intéressent à l'environnement et au développement durable, l'heure est au désenchantement — mais aussi paradoxalement à l'attente et à l'espoir.

Le désenchantement n'est pas seulement l'effet d'une crise qui se prolonge, et du recul — qui en découle — de ces préoccupations dans l'opinion ou l'agenda politique. Historiquement, le souci de l'environnement a toujours été très sensible au contexte économique, et il n'est pas surprenant qu'il en soit de même aujourd'hui. La désillusion — ou l'inquiétude — est en réalité plus profonde.

Elle tient d'abord au constat qu'après au moins un demi-siècle d'avancées scientifiques, de mobilisations associatives et de politiques publiques, l'environnement ne semble toujours pas parvenu à être pleinement intégré à la culture — vulnérable qu'il reste, non seulement à la conjoncture ou aux intérêts économiques, mais aussi aux appartenances sociales, aux positionnements politiques ou aux spécialisations disciplinaires. Caractéristique, sur ce point, est la manière dont, dans les médias, on a souvent tendance à en faire la préoccupation des seuls « écologistes » ; ou celle d'une communauté scientifique spécifique — dont on soupçonne, plus que dans d'autres domaines, qu'elle soit intéressée et ne puisse avoir toute l'objectivité nécessaire. Elle tient aussi, et sans doute surtout, au sentiment que — peut-être pour la première fois — nous sommes en train collectivement d'accepter l'irréversible, avec cette évidence soudaine que rien désormais ne semble plus pouvoir empêcher que les générations futures aient à devoir s'adapter à un changement climatique que nous aurons été incapables de prévenir. Les urgences du court terme entrent frontalement en contradiction avec les contraintes du temps long ; l'inanité entre dans le domaine du possible, et c'est ce qui explique la profondeur du malaise.

Mais paradoxalement, ce désenchantement s'accompagne en même temps d'*attentes* nouvelles et de beaucoup d'espoir — qui prennent leur source dans le constat que derrière la crise actuelle se jouent aussi en profondeur de nouveaux rapports à l'environnement, aux ressources, à la nature. Le recul d'une certaine forme irresponsable de consumérisme ; l'attention croissante portée au naturel, au végétal et à la

santé ; le recours accru à la location et l'émergence d'une économie collaborative ; le développement des circuits courts et la revalorisation des liens de proximité ; la conscience aussi de la nécessité de transitions vers de nouvelles façons de produire ou d'exploiter les ressources et la volonté politique qui l'accompagne, sont autant de signes qui semblent indiquer qu'une recomposition durable des relations de nos sociétés et la nature est peut-être aussi en train de s'opérer. Bref, entre espoir et désenchantement, l'histoire — comme dans les années 1980 — hésite ; et plus que jamais nous laisse dans l'ambiguïté sur la manière dont évoluera la distance que nous avons mise avec l'environnement dans lequel nous vivons ou allons devoir vivre.

Beaucoup d'ouvrages ou de recherches ont approché cette distance — ou cette proximité — entre environnement et sociétés, par les grands déterminants externes : la démographie et les pressions sur les ressources, les rapports de pouvoir sociaux ou économiques, les structures politiques ou géopolitiques, l'évolution des formes de rationalité ou des valeurs, l'anthropologie des rapports à la nature. Mais il est important aussi — plus modestement — de nous interroger sur ce qui s'est passé au cours de cette période historique encore récente durant laquelle l'environnement a émergé comme objet explicite de politique publique et comme enjeu de société plus clairement visible et pris en charge : qu'est-ce qui a changé au cours de cette période ? *Qu'est-ce qui a progressé, ou au contraire, qu'est-ce qui a mal ou n'a pas « fonctionné » ?*

C'est ce regard rétrospectif sur « un demi-siècle d'environnement et de développement durable » qui est privilégié dans ce livre, avec, en outre, l'ambition de dessiner quelques perspectives — limitées — sur le futur et de nous interroger, finalement, sur la place de la prospective. Il ne s'agit pas de faire un bilan chiffré de 50 ans d'évolutions écologiques en France ou dans le monde. Ni de faire un historique des événements, des lois ou des conférences qui ont marqué ces cinq décennies. Mais plutôt d'aborder ces années « de l'intérieur », à travers le prisme particulier des relations entre science, politique et société — à l'interface entre le mouvement des idées, leur mise en débat et la décision publique.

Pour éclairer ce cheminement, Jacques Theys est sans conteste un des témoins les plus précieux : depuis le tout début des années 1970, il a occupé, en France, une place privilégiée de « médiateur » entre la communauté scientifique et les politiques publiques ; se partageant, à part presque égale, entre ses activités d'enseignement ou de publication, ses fonctions dans l'administration et sa participation à de multiples associations ; et a donc accumulé depuis plus de 40 ans une triple et très riche expérience. À notre connaissance, c'est une situation — entre action et mise à distance critique — qui, au moins dans sa durée, est relativement exceptionnelle dans notre pays ; et en fait un témoin irremplaçable de l'histoire de l'environnement et des idées écologiques (ou sur le développement durable) au cours des dernières décennies. Même si les articles qui le composent ont une portée générale, cet ouvrage a d'abord été conçu en son hommage. Il peut donc aussi se lire comme une synthèse

et une mise en débat des réflexions — nombreuses, mais pas toujours suffisamment diffusées — qui ont été les siennes.

Nous voudrions, dans cette préface, mettre en avant une « posture » — car elle nous semble, par bien des points, en résonance avec le malaise que nous évoquions précédemment. C'est elle aussi qui, pour beaucoup, nous a conduits à prendre l'initiative de cet ouvrage.

S'il fallait caractériser cette posture, cette singularité, de J. Theys, nous dirions que — outre une passion sans faille et tenace pour l'environnement, toujours lié pour lui à sa dimension sociale — celle-ci peut se résumer à trois grands traits qui ont depuis le départ été présents et ne se sont jamais démentis avec le temps : la volonté de combattre toute forme de cloisonnement, une méfiance envers les notions confuses, et le souci d'être toujours en avant des certitudes, d'aller constamment au-devant des idées, des solutions ou des problèmes à venir.

D'abord donc, l'horreur de l'assignation, de l'enfermement sur soi. Dès les premières pages de l'interview qui compose la première partie de ce livre, J. Theys met en avant toutes les conséquences négatives que constitue l'excès de séparations qui, en France, structure aussi bien les rôles sociaux, les territoires institutionnels, que l'enseignement — et plaide pour toutes les formes de décroisonnement : l'interministérialité, le dialogue social et démocratique, la pluridisciplinarité, l'ouverture internationale. S'il fallait, en effet, ne retenir de son parcours qu'une seule chose, ce serait l'effort constant qu'il a déployé pour construire des passerelles : entre le ministère de l'Environnement et les autres, la recherche et l'administration, la politique et les idées, l'État et les collectivités locales, celles-ci et la société civile, la France et les autres pays — sans oublier entre les disciplines, ayant eu lui-même l'opportunité d'une triple formation à la fois en mathématiques, en économie et en sciences politiques. Comme il le constate, ces séparations se sont malheureusement accrues, ce qui expliquerait, par exemple, l'inconfort du ministère de l'Environnement face aux nouvelles formes de gouvernance, les crises à répétition du parti écologiste, ou la difficulté croissante — au moins en France — à légitimer les approches systémiques ou multidisciplinaires. Son itinéraire personnel témoigne *a contrario* de cette volonté de ne pas être lui-même enfermé dans un rôle assigné à l'avance : avec, par exemple, 30 ans d'enseignement pluridisciplinaire, des publications sur à peu près tous les champs de l'environnement et du développement durable ; mais aussi, sur l'aménagement du territoire ou la recherche ; des fonctions à cheval sur les ministères longtemps opposés de l'Écologie et de l'Équipement ; et surtout un « va-et-vient » constant entre la réflexion et l'action, dans les associations, l'administration ou les cabinets ministériels.

À cette horreur des cloisonnements s'ajoute une deuxième constante de la personnalité de J. Theys qui est son goût des notions claires — une qualité qui n'est pas nécessairement la plus répandue dans le domaine de l'environnement. Il lui a toujours en effet semblé que l'abus des notions confuses — qui caractérise souvent

les politiques écologiques — pouvait être, au moins autant, un frein à l'action qu'un signe d'inventivité et de modernisme. Il est significatif que lorsqu'il devint directeur scientifique de l'Institut français de l'environnement (Ifen) — au sein duquel deux d'entre nous ont travaillé — l'une de ses premières préoccupations fut de rédiger un document sur les définitions de l'environnement, montrant que ce même terme recouvrait des conceptions irréductiblement différentes, qu'il fallait pouvoir prendre en compte dans toute leur diversité. De même a-t-il consacré une partie importante de son énergie à essayer de préciser ce que pouvait signifier en plein — et non en creux — la notion de développement durable. On pourrait évoquer d'autres travaux sur la gouvernance, l'expertise, la notion de transition, celle de ville durable ou celle d'inégalité écologique qui illustrent la constance de cette préoccupation. Il ne faut pas y voir seulement un scrupule scientifique ; mais plutôt le sentiment que l'ambiguïté, qui — dans un premier temps — avait pu favoriser la diffusion de tous ces concepts, devenait progressivement un facteur majeur de leur usure, prélude, parfois à leur abandon. Définir, c'est donc renforcer et non restreindre ; donner à chaque concept sa pleine dimension et non chercher à imposer une référence unique — tout le contraire des *guidelines* et catalogues d'indicateurs. Peut-être y a-t-il là une contradiction avec le refus des séparations : mais l'idée est qu'on ne relie bien que ce qu'on a d'abord convenablement défini.

Troisième trait enfin — et c'est une évidence pour ceux qui le connaissent —, le souci de « devancer les certitudes », d'être en avant-garde du futur, et nous ajouterons, de donner une certaine légitimité à la prospective. Comme il le dit dans la première partie, celle-ci n'est pas d'abord une méthode — même si celle-ci est nécessaire — mais un combat politique mené au nom des générations futures. Une lutte aussi de tous les instants pour défendre, au sein des institutions, le temps long face aux urgences — tout aussi légitimes — du court terme. Cela doit passer d'abord, par l'élaboration de modèles ou de scénarios ; mais, beaucoup plus largement, par l'information et la mise en circulation des idées — et surtout leur mise en débat, ou même leur co-construction par le public le plus large. L'enjeu n'est pas d'opposer aux anticipations que font les scientifiques — au nom d'une nature à protéger à long terme — la diversité des expressions démocratiques, mais de construire des passerelles entre les deux. Il s'agit, pour reprendre la distinction du « chaud et du froid » proposée par Lévi-Strauss, *d'organiser un va-et-vient entre la « prospective froide » — la plus scientifiquement fondée — et la « prospective chaude » — la plus ouverte possible.* C'est dans ce va-et-vient permanent entre le monde des scientifiques, les demandes politiques, la société civile — et les prospectivistes — que J. Theys a trouvé, en effet, les ressources pour être, très souvent — avec ceux qu'il parvenait à mobiliser (notamment à travers l'association Germes dont il initia la création) — en « avant-poste » des idées, des alertes ou des débats sur l'environnement : depuis ses premiers travaux publiés dès les années 1970 sur la prospective et le coût global de la pollution en France, sur les modes de vie alternatifs ou même

(déjà) sur le changement climatique et les inégalités écologiques, jusqu'aux ouvrages ou articles récents sur « la ville post-carbone » ou « la crise du concept de développement durable » — en passant, dans les années 1980-1990, par « la société vulnérable », « les experts sont formels » ou « l'émergence d'une troisième vague de risques écologiques »¹.

La diversité des contributions rassemblées dans cet ouvrage — qui viennent un peu en écho de cette curiosité multiple — reflète bien ce parti constant d'ouverture et cette volonté d'être le plus près possible des fronts de recherche et du mouvement des idées. On pourrait, au premier abord, y voir un éclectisme désordonné, fluctuant au gré de « l'air du temps ». Mais il suffit de lire quelques articles publiés à différentes époques, ou d'avoir eu, comme ce fut notre cas, quelques expériences communes, pour constater, au contraire, une très grande stabilité dans la façon d'approcher l'environnement et le développement durable — une conviction solidement ancrée, qui, comme il le dit lui-même, s'est forgé dès les années 1960-1970. L'entretien qui constitue la première partie en témoigne : sur le plan scientifique, le souci de mettre en permanence les différentes disciplines à l'épreuve des autres (et des réalités statistiques) et une priorité donnée aux approches systémiques et historiques ; sur le plan des valeurs, une sensibilité particulière à l'expression démocratique, aux dimensions sociales de l'environnement et aux héritages laissés pour les générations futures sur une très longue période ; enfin, sur un plan pratique et politique, le choix d'un « utopisme réaliste » — synthétisé par l'idée d'une « seconde étape du développement durable ». Une voie originale qui n'est ni l'économie verte, ni l'écologie politique, ni l'activisme citoyen — mais emprunte un peu à chacun, et passe, en particulier, par une « nouvelle grammaire du développement », la capacité à bien distinguer les risques « majeurs » et capitaux « critiques », une prise au sérieux des aspects sociaux et redistributifs liés à l'environnement, une articulation intelligente entre « gouvernement » et « gouvernance » à toutes les échelles, et finalement l'aptitude à co-construire démocratiquement des chemins de transition à long terme « praticables » — en attachant un soin tout spécifique aux étapes, aux contradictions et à la particularité des contextes territoriaux, écologiques ou sociopolitiques.

Cela nous permet, en contrepoint, de revenir sur la question posée au tout début de cette préface : qu'est-ce qui « a marché » depuis un demi-siècle en matière d'environnement ou de développement durable — ou surtout, qu'est-ce qui n'a pas fonctionné, conduisant au désenchantement actuel ? Il ne faut pas négliger tout ce qui a été fait au cours de ces 50 dernières années ; et, en effet, beaucoup des contributions à cet ouvrage soulignent l'ampleur de cet héritage — qui fait qu'aujourd'hui l'implication scientifique comme l'engagement des acteurs publics ou privés, locaux, nationaux ou internationaux ou même la culture de ces problèmes, n'a plus rien à voir

1. Les ouvrages, travaux ou citations cités dans cette préface sont évoqués en détail dans la première partie de cet ouvrage. On se reportera donc à cette partie et à sa bibliographie pour en avoir la référence précise.

avec ce qu'elle était dans les années 1950-1960. Entré au ministère de l'Environnement au moment de sa création, en 1971, J. Theys rend, en particulier, justice à la capacité qu'a eue cette administration, anticipant et non suivant le mouvement écologique, à s'inscrire dans le paysage politique français — jusqu'à se situer très provisoirement en 2007 au second rang gouvernemental — et à inventer des formes innovantes d'action, en s'appuyant sur la société civile et la communauté scientifique. Il n'en reste pas moins que les politiques de l'environnement ont été souvent « en retard d'une guerre », et que, si elles ont certes réussi à rattraper une partie des erreurs passées, elles se sont néanmoins le plus fréquemment montrées incapables d'anticiper les grands problèmes futurs, et, pour ce faire, de promouvoir les ruptures indispensables. Cela, naturellement, interroge sur l'influence de la prospective et sur celle des scientifiques ou des porte-parole de l'écologie, qui n'ont pas manqué de multiplier les alertes et de proposer des voies de solution. Ce n'est donc pas tellement du côté du message que les choses ont mal fonctionné (ce qui n'exclut pas un regard critique sur la prospective ou la communication scientifique) : globalement la sensibilisation a été faite, et cela depuis longtemps. Ce qui a posé essentiellement problème, c'est la capacité à articuler ce message avec l'action.

Comme nous l'avons dit précédemment, une des originalités de ce regard sur le demi-siècle écoulé est d'essayer de discerner, dans cette incapacité de passer de la sensibilisation à l'action, ce qui, au-delà de causes structurelles externes évidentes — le libéralisme mondialisé mis en place dans les années 1980, les divergences d'intérêt géopolitiques, les conflits de pouvoirs et de valeurs, l'inadaptation des institutions ou les contraintes sociales, statutaires, industrielles et financières — a pu résulter de raisons plus internes, propres aux acteurs de l'environnement ou aux institutions politiques ou scientifiques, c'est-à-dire aux choix qui ont été effectivement faits et aux opportunités ou bifurcations qui, au contraire, ont été manquées.

Chacun des articles qui composent l'ouvrage évoque ainsi de manière plus ou moins explicite, l'un ou l'autre de ces multiples dysfonctionnements internes — qui sont aussi au cœur de l'entretien. *Dans le champ scientifique*, par exemple, l'abus de concepts mal définis ; le repli disciplinaire des années 1990 — et la difficulté à construire, en France, une structure de recherche réellement multidisciplinaire sur l'environnement ; une régulation insuffisante des controverses ; la relative marginalisation de l'écologie comme discipline (voir le texte de Jean-Claude Lefeuvre) ; ou encore la faiblesse chronique — et qui s'est accélérée — des recherches pour les politiques publiques et l'attention insuffisante portée aux conditions institutionnelles concrètes de la mise en place des instruments (avec par exemple la dérive constatée sur les marchés de droits carbone et la quasi-absence de travaux de sociologie administrative). *Sur le plan sociopolitique*, on peut citer le brouillage du message écologique ; l'instabilité permanente des structures en charge de l'environnement et le repli sur une vision trop technique de ce terme s'accompagnant d'un relatif oubli de ses dimensions sociales et d'équité. On peut évoquer aussi une exploitation en mode

mineur de l'opportunité ouverte par le développement durable, avec un sous-investissement sur les stratégies alternatives de développement et une opposition stérile — liée aux corporatismes — entre innovation technique et innovation sociale ou institutionnelle. Ou encore une ouverture trop contrôlée à la démocratie — dans une décentralisation inachevée. Sans oublier un effacement des stratégies de long terme, avec la disparition du Commissariat général du Plan, la méfiance par rapport à la prospective et à l'évaluation ; et — *last but not least* — l'abus d'engagements politiques qu'il faut bien qualifier de virtuels. En facteur commun aux domaines du scientifique et du sociopolitique ou à leur interface, l'ouvrage insiste aussi beaucoup sur le manque d'attention portée aux dynamiques temporelles — aux inerties, aux irréversibilités ; et à un dialogue non exempt de méfiance et de manipulation entre science et politique. À partir de son expérience personnelle, J. Theys y ajoute enfin quelques occasions manquées, comme, l'avis négatif donné, en 1993, par la commission du Plan dont il était un des rapporteurs, à la création d'une taxe carbone. Mais il est, bien évidemment difficile, dans toutes ces ouvertures gaspillées, de faire la part de la mauvaise gestion du moment ou de facteurs plus structurels.

À la lecture de cette longue liste, il est possible de se dire que l'histoire de ces 50 dernières années — avec ses avancées et ses retards — n'était pas nécessairement écrite à l'avance, ce qui, pour le futur, laisse également ouvertes des perspectives multiples. Beaucoup de progrès pourront donc être faits à l'avenir, en tirant parti de l'expérience acquise. Il faut néanmoins remarquer la tonalité relativement pessimiste de plusieurs des contributions à cet ouvrage sur notre capacité à prévenir efficacement les risques liés aux grands changements globaux en cours — comme le réchauffement climatique. Olivier Godard va ainsi jusqu'à évoquer « la fin du développement durable ». Et l'interview de J. Theys, s'il témoigne d'un certain optimisme sur la possibilité de sortir de la crise actuelle — y compris en saisissant pleinement l'opportunité de la transition énergétique — se conclut également par le sentiment qu'il est désormais probablement « trop tard » pour éviter aux générations futures d'avoir à subir les conséquences de l'effet de serre. *Trop tôt* était-il sans doute, il y a 20 ou 30 ans, pour des alertes ou des messages qui n'ont pas toujours été entendus. *Trop tard* probablement aujourd'hui, pour éviter des ruptures écologiques majeures ! Mais là, nous espérons que l'avenir nous démentira...

Partie 1

D'un demi-siècle d'environnement à l'autre : 50 questions à Jacques Theys

*Essentiellement, la société se fonde sur la faiblesse des individus,
que sa force compense : elle est en ce sens ce que l'individu
n'est pas, liée d'abord au primat de l'avenir.*

George Bataille, *La Littérature et le mal*,
à propos de Baudelaire, 1957.

Interview réalisée en 2012-2013
par Rémi Barré, Thierry Lavoux et Vincent Piveteau

Chapitre 1

Parcours croisés

Q1. Avant de poser des questions plus précises sur votre perception de ce qui s'est passé depuis 40 ans en matière d'environnement et de développement durable, puis sur l'avenir, il nous faut d'abord passer un peu de temps sur vous-même, votre parcours intellectuel et professionnel, votre positionnement. Enseignant ? Fonctionnaire ? Chercheur ? Prospectiviste ? Politologue ? Économiste ? Environnementaliste ? Militant ? Comment vous définissez-vous ?

Pris isolément, aucun de ces qualificatifs ne me convient vraiment — et jamais, par exemple, je n'ai osé me présenter comme chercheur. Mais tous ensemble me définissent assez bien.

J'ai eu la chance extraordinaire d'entrer au ministère de l'Environnement au moment de sa création et j'y étais encore 40 ans après, au moment de mon départ en retraite. C'est naturellement un engagement qui marque une vie professionnelle, surtout à une époque où chacun change au moins six ou sept fois de travail dans sa vie — et je ressens le privilège d'avoir pu vivre une telle expérience. Pourtant je ne m'identifie pas totalement à ce ministère que j'ai vu naître. D'abord, j'ai eu d'autres attachements tout aussi longs — 35 ans d'enseignement, et beaucoup plus encore avec la prospective (j'ai suivi les cours que donnait Bertrand de Jouvenel au Panthéon en 1968 !). Mais surtout, j'ai toujours eu une méfiance très grande par rapport à toute forme d'appartenance exclusive — que ce soit à une institution, à un statut, ou à une discipline... Tout ce qui enferme dans une catégorie, vous réduit à une assignation, à une identité, me semble être une mutilation... Adolescent j'avais été très impressionné par un article sur la « bionique » qui illustrait l'idée que les « nouvelles frontières de la science » se situaient désormais aux interfaces des disciplines, dans les jointures. L'idée que l'innovation se trouve dans les interstices, dans les croisements a ainsi toujours été pour moi très présente ; et c'est finalement beaucoup plus cette curiosité pour les interfaces, cette vocation de passeur entre plusieurs mondes, qui me caractérise qu'une fonction ou une spécialisation bien précise. N'appartenant à aucun corps, à aucune discipline étroitement définie, et, en définitive, à aucune école de pensée, j'ai toujours été disponible à l'ouverture et au décloisonnement — qui vont de pair avec la liberté critique. J'ai consacré, en particulier, une part importante de ma carrière professionnelle à essayer de construire des passerelles entre la recherche et les politiques publiques ; et ai toujours été un

défenseur convaincu de l'interdisciplinarité comme de l'interministérialité, ou de la multi-appartenance. Ce n'est pas nécessairement une posture très facile.

Q2. Pouvez-vous préciser ?

La France, plus que d'autres pays, est construite sur la séparation : entre la société civile et l'État ; le public et le privé ; l'administration et la recherche ; entre telle discipline et telle autre ; entre les corps, les ministères ou les statuts ; entre les techniciens et ceux qui ne le sont pas ; entre les classes sociales... Les séparations sont infinies et une part importante de notre énergie collective s'emploie à les maintenir, à les solidifier, à les aviver en permanence. L'ambiguïté est difficilement tolérée et, en choisissant de me situer aux interfaces, il m'est arrivé à de très nombreuses reprises d'en éprouver les inconvénients. Des chercheurs se sont publiquement demandé à quel titre je pouvais publier des articles dans des revues scientifiques en tant que membre de l'administration. Longtemps enseignant dans des masters d'économie — à l'origine interdisciplinaires — j'ai dû me battre pour justifier le maintien de cours sur les politiques et l'action publique... et ai été requis de choisir entre l'économie et la science politique. J'ai aussi été pendant 15 ans dans la situation inconfortable de me retrouver à cheval entre le ministère de l'Environnement et de l'Équipement — dans des services de prospective communs ou mis à disposition — ce qui m'a valu d'être accusé « d'agent double » des deux côtés. Trop « intellectuel » ou « chercheur » pour l'administration, j'étais trop « bureaucrate » ou inféodé à l'État pour la communauté scientifique. Je n'ai jamais pu dire aussi publiquement que je faisais, en même temps, partie du bureau exécutif d'une grande association écologique... La double ou triple appartenance n'est pas admise...

Tous ces fréquents rappels à l'ordre ne m'ont pourtant pas empêché de trouver personnellement beaucoup d'avantages et d'enrichissement à la mixité des cultures ou des fonctions, et à l'ouverture disciplinaire. Mon long passage au ministère de l'Équipement a considérablement élargi la vision que j'avais de l'environnement et m'a permis de beaucoup mieux comprendre les logiques de décision publique et les enjeux territoriaux. Les contacts permanents avec les étudiants et la communauté scientifique m'ont énormément apporté dans la pratique (et la mise à distance) des politiques publiques, qui, en retour m'ont permis de mettre continûment à l'épreuve la pertinence des approches théoriques. J'ai adhéré pendant 15 ans avec passion au projet, mené par René Passet, de proposer un enseignement véritablement pluridisciplinaire sur l'environnement². J'ai vu aussi comme une très grande richesse d'avoir une expérience associative ou syndicale. Il m'a toujours semblé étrange de considérer comme un crime qu'un fonctionnaire puisse être en même temps un « intellectuel », et plus encore un militant associatif ; et la coupure qui existe entre la recherche et la politique m'a toujours paru comme un gaspillage de ressources considérable. Je comprends qu'une certaine conception de l'efficacité aille dans le sens

2. DEA « Économie, espace, environnement » de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.